

numériquement les mêmes. La motion Sicotte, alléguant que le ministère avait été formé en violation du principe de la double majorité, mettant ainsi le Bas-Canada en péril, porta un coup fatal au cabinet, qui ne fut sauvé que par trois voix de majorité ! Celui-ci dut bientôt abandonner sa position pour faire place, en 1864, au ministère Taché-Macdonald et à sa coalition future avec George Brown !

Le gouvernement responsable ne fonctionnait guère mieux dans les petites provinces. Au Nouveau-Brunswick, l'on se disputait les dépouilles, avec avidité. Mais l'esprit public, porté vers le mouvement commercial, désirait ardemment se relier aux contrées de l'Ouest, au moyen d'une grande voie ferrée. Dès 1845, le gouvernement anglais, sous la pression des Colonies, avait envoyé le Major Robinson étudier la mesure. Ce dernier fit un rapport en faveur de la route du Nord : l'entreprise devait coûter cinq millions. Le *Colonial Office* refusa de garantir cet emprunt et l'agitation recommença plus intense que jamais dans tout le Nouveau-Brunswick. Le pays se divisa en deux : ce fut l'époque de la "guerre des routes". Les comtés du Nord appuyant le tracé Robinson, ceux du Sud favorisant une ligne longeant la Rivière St-Jean et se dirigeant du côté du Canada, en passant par le territoire des Etats-Unis. Howe s'opposa fortement à ce projet ; son éloquence ramena Lord Gray qui conseilla à Lord Elgin, alors gouverneur général du Canada, de réunir les délégués de toutes les Provinces à Toronto, dans le but d'en venir à une entente, au sujet du chemin de fer Intercolonial. Le Nouveau-Brunswick refusa de prendre part à cette conférence. Celle d'Halifax n'eut pas plus de succès. La Nouvelle-Ecosse n'inaugura pleinement le gouvernement responsable qu'en 1855. Mais là, comme ailleurs, il s'y faisait des luttes mesquines de petits intérêts. L'on se querellait au sujet de petites dépenses, de salaires de juges, de nominations aux emplois politiques ! On en était encore à l'âge d'enfance parlementaire. Wilmot, Peter Mitchell, J. W. Ritchie, Sir Léonard Tilly combattaient au premier rang. Les

partis, presque égaux en nombre, ne pouvant effectuer aucune mesure importante, se contentaient d'escarmouches, en attendant une occasion de se jeter dans un mouvement, que les circonstances préparaient, pour sortir de leur impasse. Une ère nouvelle allait bientôt se lever. Un horizon plus large allait s'ouvrir en peu de temps, pour les provinces Britanniques de l'Amérique du Nord. Dans l'Isle du Prince Edouard les choses n'allaient guère mieux. La tenure des terres en était la cause ; le système y était absolument faux : Il se rapprochait de celui de l'Irlande. Des efforts furent faits pour acquérir les grandes successions de Warrell et Selkirk. Une commission composée du MM. Howe, Gray et Ritchie fut nommée par toutes les parties intéressées. Leur rapport, quoique très-bien élaboré, ne fut point sanctionné par les autorités impériales bien qu'il eût été approuvé par la Législature de l'Isle : ce qui ouvrit la porte à une grande agitation. C'est sous Sir Dominique Daly, successeur du gouverneur Bannerman et père de Mr Daly, membre distingué de la Chambre des Communes du Canada, que Charlottetown fut incorporée, que l'école normale fut ouverte et que le recensement fut fait, en 1855. La population totale de l'Isle n'était encore que de soixante-onze mille habitants. Les partis étant égaux en chambre, l'on dut recourir au seul remède constitutionnel en pareil cas : un appel au peuple. L'administration Palmer-Gray en fut le résultat. Mais comme les catholiques en étaient exclus, le malaise continua jusqu'à ce que le projet d'une Confédération de toutes les Provinces vint faire taire toutes les ambitions sectionnelles et tous les petits intérêts. La grandeur du projet éblouissait : son ampleur absorbait tout. L'on fit trêve à toute autre préoccupation pour ne s'occuper que de cette grande idée déjà passablement ébauchée au sein de la Législature de la Nouvelle-Ecosse.

XII

Le Dr Tupper et les Ecoles Publiques.

Vers la fin de 1863, Lord Mulgrave avait été remplacé par le Major Général Doyle, administra-

teur *pro tempore*. Le Parlement se rassembla sous la présidence de celui-ci, le 4 Février 1864. Le discours du Trône suggérait une conférence des trois Provinces Maritimes, dans le but d'en venir à une entente finale. L'une des mesures principales fut le bill d'éducation, élaboré par l'hon. Secrétaire-Provincial. Il le soumit à la Législature le 15 Février. Si une pareille loi avait été adoptée au Nouveau-Brunswick, l'on n'aurait probablement pas eu à y regretter, plus tard, une suite d'abus iniques et de persécutions odieuses qui dégradent un parlement et déshonorent une nation. Le Dr Tupper montra ses idées pratiques, et son grand désir d'éviter, autant que possible, tout froissement entre les diverses classes de la société, en préparant cette loi. Ce sera toujours un de ses plus beaux titres à la reconnaissance de sa Province. Cette mesure faisait faire un pas immense à la question de l'éducation populaire. L'on regrette cependant qu'une liberté plus complète n'ait pas été alors donnée à la minorité de pouvoir créer des écoles selon ses vues et selon ses croyances. La pratique valut encore mieux que la théorie, grâce à l'esprit libéral qui anime la grande majorité du peuple de la Nouvelle-Ecosse. Le Dr Tupper n'aurait-il pas pu faire plus ? Pour apprécier pleinement l'importance de cette mesure il suffit de jeter un coup d'œil sur l'histoire de la Nouvelle-Ecosse, sur ses divisions, sur la composition des classes diverses de ses sociétés et surtout sur les injustices criantes dont avaient été si longtemps victimes les infortunés Acadiens. Après la dispersion inique de ce malheureux peuple, jeté pêle-mêle sur des vaisseaux étrangers et transporté loin de tout ce qui lui était cher, séparés les uns des autres, un certain nombre (environ 5000 en comptant ceux qui avaient fui dans les forêts), étaient parvenus à pied et en demandant leur nourriture à la charité particulière, à retourner dans leur patrie ! Ils avaient ainsi fait pas moins de quinze cents milles pour revoir leurs campagnes désolées et retrouver leurs foyers détruits ! Il y a tant de charmes pour le coin de terre qui nous a vus naître ! Plus on a souffert pour